

Édito

Les Assises nationales de la prévention se sont déroulés les 16 et 17 octobre 2006 (voir article dédié) ; au rapport d'étapes « stratégies nouvelles de prévention » de la Commission d'orientation prévention¹, dit rapport Toussaint du nom du président de la commission, devrait succéder avant la fin de l'année la publication du rapport final. Le Ministre Xavier Bertrand devrait faire une communication sur la prévention au Conseil des Ministres du 14 décembre. Des Etats généraux de la prévention (EGP) se dérouleront en régions de décembre 2006 à février 2007 inclus, sur la base d'un calendrier concerté entre les DRASS et les Conférences régionales de santé, que Xavier Bertrand a souhaité associer au dispositif. Au delà de cette période commune à l'ensemble des régions, pourront s'organiser d'autres manifestations labellisées « EGP » : expositions, conférences, visites, journées de prévention etc. auxquels de multiples partenaires peuvent, ici aussi, être associés. Les premières dates signalées : 4 décembre 2006 en Pays de la Loire², 11 janvier 2007 en Poitou Charentes³, 13 février 2007 dans la région Centre, le 14 février 2007 en Franche Comté. Les DRASS, en charge de l'organisation des EGP en régions, constituent le point d'entrée des initiatives régionales et locales. Le document « Etat généraux - 5 objectifs » donne quelques illustrations des collaborations susceptibles d'intégrer les dispositifs EGP en régions.⁴

Alors que l'environnement est l'un des 8 thèmes des Orientations du rapport Toussaint, les programmes dès à présent disponibles des EGP ne font pas apparaître la problématique prévention de la santé en lien avec l'environnement. J'insiste pour que les militants associatifs impliqués régionalement dans la problématique santé-environnement prennent attache dès à présent avec leur DRASS et plus particulièrement la personne qui a en charge le thème de la santé-environnement (vous avez du déjà identifier lors de l'élaboration du PRSE) pour faire en sorte que la prévention dans le domaine santé-environnement soit réellement présente dans les réflexions. Je tiens à votre disposition une note⁵ pour vous aider dans cette démarche.

José Cambou
Pilote du Réseau santé-environnement

Sommaire	
Edito	P 1
La prévention, est mise sur le devant de la scène !	P 2
Effets sanitaires des perturbateurs endocriniens ... une question d'actualité !	P 6
La protection des captages d'eau potable, une préoccupation de santé publique !	P 9

¹ <http://www.sante.gouv.fr/htm/actu/toussaint/rapport.pdf>

² Programme communicable sur demande à jose.cambou@fne.asso.fr

³ Idem.

⁴ Idem.

⁵ Référence EGP_application régionale_FNE à demander à l'adresser citée électronique citée ci-dessus.

La prévention, est mise sur le devant de la scène !

Notes prises par Claudine Colombel – membre du directoire du Réseau santé-environnement

Lors du Colloque Assises Nationales des Etats Généraux de la prévention - 16 et 17 octobre 2006 - Ministère de la santé et des solidarités

Le colloque a été ouvert par le Ministre Xavier Bertrand ; le texte de son discours est en ligne. http://www.sante.gouv.fr/htm/actu/33_061016xb.htm Selon les données de l'Organisation mondiale de la Santé, la France est le pays dans lequel l'espérance de vie est la plus élevée après 60 ans. Toutefois, deux points faibles persistent : une mortalité prématurée excessive avant 65 ans et des inégalités de santé importantes entre certaines régions, entre hommes et femmes et entre catégories sociales.

Bien avant les soins médicaux, les problèmes de santé à l'origine de cette situation doivent pouvoir être combattus par une approche préventive mieux organisée et plus cohérente.

Ces assises ont été préparées par une commission d'orientation⁶ regroupant 25 experts et les principales directions du ministère et des agences sanitaires. Présidée par le Dr Jean-François Toussaint, praticien hospitalier et cardiologue, la commission a dressé un état des lieux et formulé des recommandations. Les propositions d'actions qui ressortiront des Assises feront l'objet d'un rapport final en novembre. Il sera annoncé les orientations stratégiques et les mesures dont la mise en œuvre sera discutée lors des forums régionaux organisés, dans le cadre des Etats Généraux, en décembre 2006 et janvier 2007.

Pour Claude Le Pen, Professeur à l'Université Paris-Dauphine et expert auprès de la Mission Interministérielle d'Evaluation des Politiques Publiques, la prévention sera sans doute la grande affaire du système de santé de demain. C'est une évolution majeure voire une grande révolution, au regard du système en France qui a longtemps baigné dans une culture plus curative que préventive. Pour bien comprendre la portée des évolutions à venir, il convient d'opérer une distinction entre différents types de prévention :

- La prévention médicale, pratiquée déjà dans les années 1970, elle désigne les actes effectués par les professionnels de santé souvent à leur initiative ou à celle des pouvoirs publics, pour diminuer la fréquence ou la gravité de pathologies.

Contrairement aux soins curatifs qui sont des dépenses de consommation produisant des effets immédiats, ces soins préventifs s'apparentent à des investissements, c'est à dire des dépenses qui doivent s'apprécier au regard de leurs conséquences futures et dont on sait parfaitement déterminer la rentabilité aussi bien en termes économiques qu'en termes humains.

- La prévention environnementale vise à limiter les facteurs pathogènes affectant le cadre de vie ou de travail des individus (la lutte contre la pollution atmosphérique, le désamiantage des locaux professionnels, le remplacement des tuyaux de plomb, la construction de murs anti-bruit, ...). La prise de conscience de la relative pathogénicité du cadre de vie, à partir de la moitié du XXème siècle, est certainement l'un des mouvements de fond de la société contemporaine.

- La prévention comportementale, il s'agit des politiques visant à inciter les individus ou les populations à diminuer ou à supprimer leurs comportements à risque pour eux-mêmes ou pour les autres (tabagisme, alcoolisme, relations sexuelles non protégées, conduite automobile agressive...). Cette prévention a été longtemps le parent pauvre de la politique de santé publique pour des raisons multiples (culpabilisation du malade, préservation de la liberté individuelle, crainte d'un conformisme visant à normaliser les

⁶ Arrêté du 12 juin 2006 portant création de la commission d'orientation des Etats Généraux de la Prévention :

<http://www.sante.gouv.fr/adm/dagpb/bo/2006/06-07/a0070002.htm>

Arrêté modifié du 15 septembre 2006 portant création de la commission d'orientation des Etats Généraux de la Prévention :

http://www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/prevention/arrete_150906.pdf

comportements, ...) et un certain fatalisme « il faut bien mourir de quelque chose ! », « pourquoi vivre longtemps si c'est pour vivre tristement ? » etc. Les individus sont souvent peu portés à assumer le coût de changements d'habitudes parfois très ancrées dans l'histoire personnelle, pour chercher un bénéfice qui est parfois statistique et lointain. Malgré ces obstacles le développement de cette « prévention comportementale » constitue sans doute le grand enjeu de demain.

Pour Alfred Spira (Faculté de médecine Paris-Sud, Inserm/INED), le discours doit s'appuyer sur l'aspect sociétal de la prévention. Le partage de la responsabilité médicale, l'implication de la personne ou du citoyen sont essentiels. Les problèmes d'inégalité sociale sont à prendre en compte en matière de prises en charge personnelles de la prévention (éthique). L'aspect économique existe, mais ne doit pas être mis en avant comme élément déterminant, il faut faire attention à ne pas polluer le débat.

Le professeur Alain Grimfeld (pédiatre, Professeur en médecine et Président du CPP⁷) **animait l'atelier n°8 « santé environnement »**. Cet atelier était composé d'une dizaine de 10 personnes, sur plus de 250 des états généraux. Etaient présents des représentants des Drass⁸, un élu de Seine et Marne (Président d'un syndicat de compostage), Delphine Girard de l'InVS, le Professeur Jeanne Brugère Picoux (vétérinaire et expert des encéphalopathies spongiformes bovines à l'école vétérinaire d'Alfort - lanceur d'alerte), Claude Rambaud (Consultante en gestion des risques hospitaliers - Juriste et professionnelle de santé, conseillère de Corinne Lepage) et Claudine Colombel du directoire du Réseau santé-environnement de FNE. Le travail de cet atelier a été rapporté le 17/10 en assemblée plénière avec une trame de fond proposée par le professeur Grimfeld et des apports de l'atelier se décline en 2 thèmes : 4 principes généraux et des propositions pratiques

Principes généraux.

1- Définition du domaine Santé-Environnement.

Tout ce qui est environnement n'est pas génétique et réciproquement mais des interactions existent entre les deux domaines.

2- Participation du public à la prise de décision, en s'inspirant du document Santé-Canada. Niveau 5 et en réservant une place aux choix collectifs au plan économique, comme l'a suggéré A. Spira.

Il a été souligné l'importance de permettre les rencontres entre les associations (de malades et celles de protection de l'environnement) et les scientifiques, avec mise en commun des connaissances. Il y a une demande de plus de participation d'associations d'environnement.

Il faut assurer une légitimité (dossier d'agrément) aux associations et assurer la pérennité du dialogue. Exemple Méthode Rexao⁹ sciences des risques (diffusion de

⁷ Comité de la prévention et de précaution.

⁸ Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales.

⁹ La complexité du problème que pose la représentation de l'expérience a donné lieu à une série de séminaires du programme "risques collectifs et situations de crise" du CNRS, animé par Claude Gilbert. Ces échanges fructueux sont à l'origine de la mise en place du groupement Rexao. L'objectif de ce groupement Rexao est de fédérer des chercheurs, des étudiants, des industriels, des représentants de l'Etat et des consultants afin de faire progresser la connaissance et les méthodes de capitalisation et de valorisation de l'expérience acquise lors de la gestion d'incidents et d'accidents en milieu industriel, sanitaire, naturel et autres. Les travaux de ce groupement ont donné naissance à une méthode de formalisation et de partage de la connaissance liée à la gestion des risques et des crises. Cette méthode n'a pas la prétention d'être universelle et de répondre à toutes les questions qui se posent quant à la capitalisation et au partage de l'expérience ; elle doit plutôt être vue comme un exemple de processus opérationnel pour des événements "significatifs", qui ont une portée pédagogique. Elle se place en complément de processus plus systématiques de collecte d'informations sur les incidents, comme la mise en place de "fiches REX" ou de bases de données.

<http://www.rexao.org/nouveau/index.php>

connaissances et de méthodes d'analyse et de gestion de risques, de dangers et de crises).

3- Formation en Santé-Environnement. Méthodologie de création des filières de formation à l'adresse d'une part des professionnels de soin (notamment du médecin traitant), d'autre part de la population (dès le plus jeune âge).

Selon le professeur Grimfeld il faut en finir avec le Ministère de la maladie et voir enfin la création d'un Ministère de la santé. Il faut une formation initiale et continue également dans les maladies émergentes (école et deuxième cycle) et inclure dans les études médicales des programmes de prévention. Il y a nécessité de former à la « santé » dès le plus jeune âge, avant même l'adolescence. Il faut créer de nouveaux métiers de la prévention et accentuer la recherche publique indépendante. Certaines recherches sont menées dans le privé : recherche clinique et en épidémiologie mais surtout en biologie moléculaire. Il faut valoriser la recherche active. Et les associations doivent intervenir dans les conseils scientifiques

4- Elaboration de programmes de recherche avec appels d'offre. Il faut aussi de la recherche appliquée au terrain.

Propositions pratiques.

- Détermination des thèmes prioritaires concernant l'Environnement intérieur - domestique d'une part, l'Environnement extérieur en population générale et sur le lieu de travail d'autre part, avec une attention portée à la toxicovigilance et à la protection anti-nucléaire, ainsi qu'aux maladies vectorielles.

Il doit y avoir appropriation des thèmes prioritaires du PNSE¹⁰ par le public, en les associant, ainsi que les professionnels de soins et les scientifiques. Il est convenu que nous ne redéfinirions pas les thèmes, que nous nous appuyerions sur le PNSE et que nous nous occuperions plus de la méthodologie. En terme de méthodologie, 3 axes nous sont apparus importants :

- reconnaître le rôle de l'éducation (référence faite au Professeur Momas),
- associer le public à la définition de ces thèmes,
- échanger avec les professionnels scientifiques et de soins.

- Création d'Unités Fonctionnelles en Santé-Environnement, en CHU dans un premier temps, avant d'étendre ce concept à d'autres établissements, de santé ou non. Mais il reste la question de « Qui va payer ? »

- Mise en œuvre des actions retenues au niveau régional (en prenant comme instance de coordination les GRSP¹¹), avec définition des critères de labellisation des Hôpitaux- et Villes-Santé, en privilégiant, dans un premier temps, les régions où des expérimentations ont déjà eu lieu (la région bordelaise a été proposée), et en tenant compte des spécificités de chaque région (voir les documents produits par la FNORS¹²).

- Le mécanisme général doit être la solidarité nationale avec mise en œuvre d'actions régionales et territorialisation des actions.

- Mise en action des réseaux sentinelles, surveillance des mortalités subites des animaux domestiques, d'où la nécessité de collaborer au maximum avec les vétérinaires.

- Ciblage des sources de moyens dédiés : Ministère chargé de la Santé (sources AM/sources MIGAC), Ministère chargé de l'Environnement, Ministère chargé du Travail (avec implication de l'Afsset), Ministère de l'Industrie, Ministère chargé de l'Education

¹⁰ Plan National santé-environnement.

¹¹ Groupement Régional de Santé Publique. Voir ce que c'est à partir du cas concret de celui de Bretagne : http://www.bretagne.pref.gouv.fr/sections/sante/instances_et_partena/le_groupement_region/

¹² Fédération nationale des observatoires régionaux de santé. <http://www.fnors.org/>

nationale, Ministère chargé de la Recherche, notamment. Il est souligné l'importance de la transversabilité.

Le groupe a appuyé sur la nécessité de l'application du principe pollueur payeur.

Le Pr Grimfeld émet ses craintes par rapport aux nanotechnologies, exemple des produits cosmétiques (L'Oréal) qui sont créés pour être appliqués sur des peaux saines, selon les chercheurs de ces groupes industriels. L'utilisateur doit être informé qu'il ne peut utiliser ces produits sans risque, sur une peau abîmée, le groupe demande donc un étiquetage exhaustif.

- Mise en place de systèmes d'évaluation, avec prise en compte du rapport d'étape du PNSE, des retours d'expérience du PNNS¹³, du Plan Cancer, des applications de la Loi d'orientation en Santé Publique (avec participation de l'INPES¹⁴), enfin des conclusions du rapport commandé à J.F. Girard et remis récemment au Ministre X. Bertrand.

Nécessité et importance de mettre en place tant l'évaluation des nouvelles politiques pour le changement climatique, la modification de l'environnement et de la biodiversité, qu'un système sentinelle : document de la cause et circonstance du décès.

Durant cet atelier, le Professeur Jeanne Brugère Picoux, vétérinaire, attire notre l'attention sur le monde animal avec notamment son interférence avec la santé humaine. Quelques exemples. La fièvre Q (bovin ovin) est largement sous-diagnostiquée, certes les formes aiguës sont généralement bénignes sauf chez la femme enceinte (prématurité, avortements et risque de résurgence lors de grossesses ultérieures). Il n'y a pas seulement la leptospirose comme risque pour la femme enceinte. Le Flavivirus encéphalite japonaise est commune au porc et à l'homme. De nombreuses maladies sont véhiculées principalement par les moustiques ou les tiques hématophages¹⁵. Les bactéries du genre Bartonella sont transmises par les griffes du chat.

Mme Brugère Pécoud déplore le manque de budget alloué à la recherche clinique, les fonds sont consacrés à la biologie moléculaire. Elle insiste sur l'intérêt de mettre en place des réseaux « animal sentinelle » et la nécessité du rapprochement du secteur vétérinaire avec le monde médical : la notion de pathologie comparée. Elle souligne le risque sanitaire que présente les fermes pédagogiques pour les enfants et les scolaires et déplore le manque de réglementation en la matière. Selon elle, il faut éduquer les médecins (lavage des mains) ainsi que les jeunes populations.

Le rapport d'étapes « stratégies nouvelles de prévention » de la Commission d'orientation prévention¹⁶ aborde bien la santé environnement dans un chapitre dédié (P 73 à 80) qui comporte des propositions, mais il est à regretter que dans le court chapitre « propositions d'actions » à la page 86, le secteur santé-environnement ne figure pas.

Ceci est d'autant plus dommageable, qu'on voit bien, que la majorité des participants à ce type de réflexion ignore ou néglige la santé-environnement.

¹³ Programme National Nutrition Santé. <http://www.sante.gouv.fr/htm/pointsur/nutrition/sommaire.htm>

¹⁴ L'institut national de prévention et d'éducation pour la santé. <http://www.inpes.sante.fr/>

¹⁵ Toutes les tiques sont hématophages car ils se nourrissent de sang mais seules certaines espèces présentent une importance médicale (médecine humaine ou vétérinaire). Parmi les principales maladies bactériennes transmises par les tiques notons la maladie de Lyme.

¹⁶ <http://www.sante.gouv.fr/htm/actu/toussaint/rapport.pdf>

Effets sanitaires des perturbateurs endocriniens ... une question d'actualité !

Par José Cambou et Claude Champredon – membres du directoire du Réseau santé-environnement de FNE

Une question d'actualité au niveau de l'Union Européenne

Une conférence internationale sur les effets des perturbateurs endocriniens vient d'avoir lieu, sous l'égide de la présidence finlandaise du Conseil de l'Union Européenne du 8 au 10 novembre 2006 à Helsinki. Nombre des substances chimiques utilisées quotidiennement ont la capacité d'agir comme des hormones naturelles ou d'interférer avec le mécanisme hormonal. Parmi les substances préoccupantes figurent certains pesticides, plastifiants, produits chimiques industriels et ingrédients de produits ménagers et cosmétiques. Afin d'épingler les effets potentiellement dangereux des perturbateurs endocriniens, l'Union Européenne a entrepris des efforts considérables de recherche et a lancé à ce jour des projets scientifiques d'une valeur de plus de 140 millions d'euros. Des experts internationaux et des responsables politiques des États membres de l'UE se sont réunis pour réaliser un document de consensus sur les impacts des perturbateurs endocriniens, évaluer les derniers résultats de travaux de recherche, identifier les lacunes dans la connaissance, définir les priorités futures de la recherche et étudier les implications pour l'élaboration des politiques et la régulation des produits chimiques. Les thèmes de l'atelier de Helsinki ont inclus l'exposition et l'évaluation de risque, l'épidémiologie humaine, l'écotoxicologie aussi bien que la méthodologie et des mécanismes et des modèles. La conférence était organisée par l'Académie de Finlande, en coopération avec la direction générale de la recherche de la Commission européenne et l'Agence européenne pour l'environnement. Les différentes interventions sont en ligne mais en anglais.

http://www.aka.fi/modules/page/show_page.asp?id=2B572A79186B48899FC7376531528689&itemtype=00308B787886459385F296A5AFD4FA74&tabletarget=data_1&pid=FCA8B4F463664BE88712FA4C21CBA7F3&layout=aka_tutkimusohjelmat2006

Que sait-on des risques sanitaires induits par les perturbateurs endocriniens ?

« La prise de conscience de la présence dans l'environnement de substances susceptibles de perturber les systèmes endocriniens des animaux et éventuellement des humains s'est imposée depuis le début des années 1990. C'est à cette époque qu'ont été publiées plusieurs études sur le déclin de la qualité du sperme, l'augmentation de la fréquence de certaines anomalies du développement du tractus¹⁷ génital, ainsi que l'augmentation de l'incidence de certaines pathologies hormono-dépendantes chez les humains. Simultanément, des anomalies du système reproducteur de diverses espèces de poissons vivant dans des rivières recevant des eaux résiduaires ont été observées. D'autres études, sur les reptiles et les gastéropodes notamment, confortent également l'idée d'effets sur la reproduction. Les substances à l'origine de ces perturbations biologiques sont communément désignées sous le terme de « Perturbateurs Endocriniens » pour lesquels l'Union Européenne a adopté en 1999 la définition suivante : "un perturbateur endocrinien est une substance ou un mélange exogène altérant les fonctions du système endocrinien et induisant donc des effets nocifs sur la santé d'un organisme intact, de ses descendants ou sous-populations". Si les effets sur la reproduction sont historiquement les premiers à avoir été observés, d'autres l'ont été

¹⁷ Ensemble de fibres ou d'organes qui se font suite et forment une unité fonctionnelle.

par exemple sur le fonctionnement thyroïdien.¹⁸ »

L'AFSSET (Agence Française de Sécurité Sanitaire Environnement et Travail) a publié il y a quelques mois une fiche (4 pages) d'information sur les perturbateurs endocriniens ; elle est téléchargeable.

<http://www.sante-environnement.fr>

En France quelle politique mène-t-on ?

Madame Bachelot, Ministre de l'Ecologie et du développement durable, saisissait, le 20 décembre 2002 le Comité de la Prévention et de la Précaution en lui demandant « de s'intéresser de manière approfondie aux risques des substances ayant une action de perturbateur endocrinien. » Le 19 décembre 2003, le CCP rendait un avis titré : « Les perturbateurs endocriniens, quels risques ? ». Cet avis est en ligne :

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/perturbateurs_endocriniens.pdf

Le Cabinet du Ministre, le 4 juin 2004, faisait savoir par un communiqué de presse que le Ministre, à ce moment là, Serge Lepeltier, « approuve la recommandation sur les perturbateurs endocriniens émise dans le rapport du CPP » qui « propose de renforcer la recherche dans le domaine des perturbateurs endocriniens. » et donc qu'un tel programme de recherche va être initié par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Au passage le MEDD souligne que cette décision est en parfaite cohérence avec les recommandations de la commission d'orientation du Plan National Santé Environnement.¹⁹

Le premier appel à proposition de recherches (APR) en matière de perturbateurs endocriniens a été lancé en Mai 2005.

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/PERTURBATEURS_ENDOCRINIENS.pdf

Il a permis de sélectionner sept projets structurants.

Le 3 octobre 2006, avait lieu au MEDD un colloque de lancement du PNRPE (programme national de recherche sur les perturbateurs endocriniens).

« Le Programme National sur les Perturbateurs Endocriniens (PNRPE) couvre l'ensemble des effets des perturbations endocriniennes au sens large. Le PNRPE vise donc, en appui aux pouvoirs publics, à soutenir des recherches fondamentales et appliquées à caractère pluridisciplinaire selon les axes prioritaires suivants : méthodologies de criblage, mécanismes d'action, recherche de biomarqueurs d'effets, devenir dans l'organisme et dans les milieux des perturbateurs endocriniens, identification des dangers, évaluation des risques, surveillance et aspects socio-économiques connexes.

Le but du colloque organisé dans le cadre du PNRPE est de favoriser la mise à jour des connaissances et des collaborations dans le domaine de la perturbation endocrinienne. Les principaux thèmes qui seront abordés au cours du colloque relèveront du criblage, mécanismes d'action, devenir dans l'organisme et dans les milieux des perturbateurs, et de l'évaluation des risques, épidémiologie, écotoxicologie et surveillance de l'environnement ». ²⁰

Claude Champredon, membre du Directoire du Réseau santé-environnement de FNE y participait. Voici son témoignage :

« Il s'agissait d'une réunion de chercheurs dont la plupart étaient impliqués dans le PNRPE, programme de recherche finalisée soutenue par le MEDD destinée à répondre aux questions que posent les perturbateurs endocriniens. Cette recherche était,

¹⁸ D'après la fiche d'information d'ECRIN reprenant en grande partie la partie contexte de l'APR 2005 – PNRPE citée plus loin.

¹⁹ Le Plan national santé-environnement (PNSE) ne sera rendu public que fin juin 2004

²⁰ Extrait du programme du colloque.

jusqu'à présent peu soutenue au niveau national. Elle correspond à une demande des industriels (notamment ceux de la cosmétique comme L'Oréal) mais n'est qu'insuffisamment financée par ces derniers.

Le "big bang" s'est produit aux USA en 1991 par l'observation de désordres endocriniens et en Europe par le déclin de l'activité du sperme chez l'homme. La liste des principaux impacts des perturbateurs endocriniens dans l'espèce humaine est fort longue :

Chez l'Homme : augmentation considérable des cas de cancers du testicule, cryptorchidies²¹, malformations génitales, modification du sex ratio, production de sperme, hypospadias²²,

Chez la Femme : augmentation importante des cas de cancers du sein, endométrioses²³, puberté précoce qui pourrait être attribué à l'utilisation de certains shampoings.

Les perturbateurs endocriniens provoquent des dysfonctionnements du système hormonal, parfois à des doses très inférieures à celles des hormones naturelles, mais sont aussi des cancérogènes potentiels. La problématique du cancer est bien plus vaste que celle des perturbateurs endocriniens mais il y a recouvrement.

La principale question posée par le PNRPE est la suivante : dans le cas du programme Reach, il faudra passer au crible 30.000 substances d'ici 10 ans. L'urgence est de disposer de méthodes d'évaluation rapides et fiables des molécules à autoriser. Il faudra répondre aux questions sur les doses, les substances en mélanges, leurs métabolismes (et la toxicité éventuelle des molécules filles), ...

Voici les premières étapes importantes concernant la connaissance et l'identification de substances possédant une activité sur le système endocrinien :

1933 - Bisphéno A premier xéno-oestrogène reconnu.

1938 - Diéthylstilbestrol.

1950 - Insecticide DDT.

1961 - Méthoxychlore.

1962 - Publication de l'ouvrage "The silent spring" par R. Carson.

1979 - Premier symposium sur les oestrogènes et l'environnement.

1988 - Le PCB (Pyralène) est reconnu comme oestrogène.

Il nous a été conseillé de lire avec attention le texte sur le principe de précaution tel qu'il figure dans la Charte de l'Environnement.²⁴

Parmi les exposés, celui de Luc Multigner (INSERM) sur l'exposition au chlordécone, pesticide organochloré utilisé dans la culture de la banane aux Antilles, a montré l'importance du problème que posent les pesticides ainsi que leur action sur le système endocrinien. Cette molécule, peu biodégradable, présente une forte rémanence dans les milieux, contamine les denrées alimentaires et imprègne fortement les populations. Elle se retrouve dans le lait maternel et d'ailleurs dans celui de tous les mammifères. Le chlordécone est l'une des premières substances identifiées comme perturbateur endocrinien. Elle se fixe sur les récepteurs à l'oestradiol et modifie l'expression de divers neurotransmetteurs.

Les perturbateurs endocriniens peuvent agir sur l'ensemble des étapes de la régulation endocrine, depuis la synthèse des hormones jusqu'à la réponse des cellules cibles.

²¹ Absence des deux testicules dans les bourses.

²² Canal urinaire trop court.

²³ Tumeurs se développant presque toujours au niveau des cornes de l'utérus.

²⁴ En voici le texte : « Art. 5. - Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage. »

Parmi les substances largement présentes dans l'environnement figurent des composés à activité dioxine-like (François Brion – INERIS) dont l'action sur les organismes peut être soit oestrogénique soit antioestrogénique.

La fonction thyroïdienne est fondamentale sur l'homéostasie²⁵ ainsi que sur le développement et de nombreux xénobiotiques²⁶ altèrent cette fonction. Le Fipronil, insecticide vétérinaire très utilisé (qui peut se retrouver dans le miel) et les retardateurs de flamme polybromés en font partie (Catherine Viguié – INRA Toulouse). De plus, ces molécules ont une action sur la fonction corticosurrénalienne. Il a été rappelé que la fréquence des cancers de la thyroïde qui était de 2,7 cas pour 100 000 personnes en 1980 est passé à 7,5 en 2 000. Ce cancer est certes rare et sa mortalité faible. »

La protection des captages d'eau potable, une préoccupation de santé publique !

*Par Claudine Colombel, membre du directoire du Réseau santé-environnement de FNE
A partir des notes prises lors du Colloque Périmètre de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine - 18 octobre 2006 - Ministère de la santé et des solidarités*

Tout d'abord un rappel : le PNSE²⁷ prévoit que la totalité des captages d'eau destinée à la consommation humaine soit protégée en 2010. Aujourd'hui, plus de 50 % des captages ne bénéficient pas encore de cette protection. Les périmètres de protection autour de prélèvement d'eau constituent un moyen efficace pour faire obstacle à des pollutions accidentelles ou chroniques, susceptibles d'altérer de façon notable la qualité des eaux prélevées.

Ce colloque avait pour but de sensibiliser les différents acteurs, le rôle des élus dans cette mission est primordial compte tenu des enjeux et de leur responsabilité dans ce domaine ainsi que d'autres acteurs : les services de l'Etat, les hydrogéologues agréés, les conseils généraux, les agences de l'eau....

La protection des captages

Jacky Mania (Plytech'Lille – USTL) en démontre l'importance avec un exemple d'accident (routier ou rupture de conduite) pouvant provoquer une pollution accidentelle d'un puits, avec contamination des eaux souterraines. La conclusion : à condition d'avoir au préalable une étude hydrogéologique correcte, notamment la carte piézométrique en régime permanent hautes eaux de printemps, basses eaux d'automne (ou hiver en montagne), la mise en place des périmètres de protection permet d'envisager les conséquences d'une pollution accidentelle et de prévoir un programme d'analyses de

²⁵ L'homéostasie est la capacité à conserver l'équilibre de fonctionnement en dépit des contraintes extérieures. Pour Claude Bernard : « l'homéostasie est l'équilibre dynamique qui nous maintient en vie ». La notion est apparue en biologie, relativement à l'équilibre chimique des organismes vivants, mais s'est révélée utile à la définition de toutes formes d'organismes en sociologie en politique et plus généralement dans les sciences des systèmes.

²⁶ Le xénobiotique est par définition étranger à l'organisme. Il peut être de nature chimique ou biologique. Ainsi, les biologistes connaissent bien les microorganismes comme exemple de xénobiotiques. L'intérêt de l'étude des xénobiotiques dans le domaine de la santé vient du fait qu'ils ont des effets potentiels sur la santé des individus.

²⁷ Plan National santé-environnement.

dispositifs réglementaires ou une réhabilitation de la nappe. Elle prend ensuite un deuxième exemple de pollution chronique avec des nitrates d'origine agricole. Les prescriptions d'une limitation des doses d'engrais dans le cadre de la mise en place de périmètres de protection sont efficaces à condition de bien évaluer leurs impacts sur les eaux souterraines à long terme, très souvent plusieurs dizaine d'années.

Pour **Hélène Schützenberger** (DDASS des Yvelines), il faut éviter les pollutions accidentelles qui arrivent encore trop souvent. La protection des ressources en eau potable est une préoccupation ancienne²⁸. Mais la loi sur la santé publique de 2004²⁹, précise des dispositions particulières pour certains captages naturellement protégés d'avant 64. Le PNSE fixe comme objectif que l'ensemble des captages soit protégé en 2010.

Une DUP pour quels ouvrages ? Les eaux superficielles et souterraines. Pour tous les captages publics alimentant une collectivité (commune), pour les prélèvements antérieurs à décembre 1964, l'échéance est décembre 1997 ; pour les captages antérieurs au 18 décembre 1964, naturellement protégés, l'échéance est août 2009. Quant aux prélèvements postérieurs à décembre 1964 c'est dès la mise en service. Pour les captages naturellement protégés, un périmètre de protection immédiate suffit, pour tous les autres il faut périmètre de protection rapprochée et éventuellement périmètre de protection éloignée. Pour les captages privés, alimentant une commune, exploités avant le 1^{er} janvier 2004, il n'y a ni obligation ni échéance³⁰. Les captages exclus de la DUP sont les captages privés alimentant des réseaux privés (camping), ceux des eaux embouteillées, des eaux utilisées dans l'agroalimentaire et provenant de captage privé, mais ces ouvrages doivent faire l'objet d'une autorisation pour la consommation humaine.

Nous nous situons à un carrefour de procédures³¹ nécessitant des enquêtes publiques. La première autorisation concerne l'acte de distribuer et de traiter l'eau³² (code de la santé publique).

La deuxième autorisation concerne la DUP des périmètres de protection, avec si besoin est expropriation des périmètres de protection immédiate (code de la santé publique).

²⁸ Loi relative à la protection de la santé publique de 1902 article 10, Loi sur l'eau de 1964 rend obligatoire ces pp (pour captage créé après 64), Loi sur l'eau de 1992, étend cette obligation aux captages antérieurs à 1664.

²⁹ Art L1321.2 du code de la santé publique.

³⁰ Loi santé publique août 2004.

³¹

Un carrefour de procédures		
Code de l'environnement		Code de la santé publique
DUP de « dérivation des eaux » Art L 215.13 du code de l'environnement (ex L113 du code rural)	↔	L 1321.2 DUP des périmètres de protection (même acte que L215.13 code de l'environnement). Si besoin expropriation du périmètre de protection immédiat.
		↕
Éventuellement : Loi sur l'eau L 214.1 Autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau. Décrets du 29/03/1993 modifiés le 18/07/2006 (procédure et nomenclature)		L 1321.7 autorisation de production et distribution d'eau potable. R 1321.6 L'arrêté d'autorisation fixe les conditions de réalisation, d'exploitation et de protection du point d'eau et indique les produits ou procédés de traitement.

³² Code de la santé publique. L'article L 1321.7 Autorisation de production et distribution de l'eau « potable ». L'article R 1321.6 : L'arrêté d'autorisation fixe les conditions de réalisation, d'exploitation et de protection du point d'eau et indique les produits ou procédés de traitement.

Ensuite, en application de la loi sur l'eau si besoin est une autorisation ou déclaration de prélèvement selon le débit annuel (code de l'environnement), sera nécessaire ; de même une DUP de dérivation des eaux (code de l'environnement). Enfin devront être appliqués le code de l'expropriation, le code minier, le code de l'urbanisme...

La coordination des procédures est actuellement prévue par code de la Santé article R 1321.8 pour les prélèvements à autoriser et article R 1321.9 pour les prélèvements à déclarer. Un décret en cours d'élaboration, actuellement au stade de l'examen par le Conseil d'Etat, va la modifier.

Les délais pour obtenir une autorisation sont de 12 à 14 mois ; pour les cas de déclaration, le silence gardé par l'administration pendant 16 mois vaut décision implicite de rejet.

Pour modifier une DUP, il faut prendre en compte que cela porte atteinte au droit de la propriété, il y a nécessité de parallélisme des formes, donc on utilise la même procédure (dossier actualisé sur les points essentiels : rapport de l'hydrogéologue agréé, enquête publique, avis du CoDERST³³, arrêté préfectoral).

On peut noter deux difficultés : Tout d'abord, la durée de la procédure, la parade c'est une bonne qualité du dossier ou la saisine du CSHPF³⁴ (décret en cours pour supprimer cette disposition, en cours d'examen en Conseil d'Etat). Ensuite il faut déterminer des mesures adaptées à une réalité complexe : enjeux agricoles, industriels, urbanisme et infrastructures (ferrées, routes, pipelines, etc.)... Mais cette procédure présente aussi des avantages : la sécurité juridique, l'absence d'activité polluante à proximité (ou prise de mesures de précautions particulières), pas de cuve à fioul à proximité, l'information des riverains des risques pour la santé publique en cas de pollution de la ressource. A noter comme nouveauté, le décret du 17 mai 2006 (exception au droit de fermage, droit de préemption urbain). Il ne faut pas oublier l'après DUP : la publicité, l'inscription au(x) PLU³⁵, la mise en œuvre des prescriptions.

Pour **M. Fournier de Laurière** (Pt de la cour administrative d'appel de Paris), les procédures juridiques sont différentes selon les ministères ayant en charge l'Environnement ou la Santé. Il y a un enchevêtrement au niveau des compétences et beaucoup de complexité dans l'articulation des procédures à mettre en œuvre. Il n'y pas obligation de moyens, mais de résultat, ce n'est pas explicité dans les textes. Il s'agit d'un basculement important, car ce n'est pas dans notre culture. Si on n'intègre pas cela, on se fera « aligner ». Qui fait quoi ? Il y a une double compétence, étatique pour la définition et le principe, territoriale pour l'application. Le Préfet pourrait initier la procédure, mais ce sont les collectivités qui doivent le faire. En droit européen peut importe qui initie, c'est l'Etat qui sera responsable. En conséquence, il faut tout mettre en place, le nécessaire et le suffisant pour aboutir au résultat. Et cela avec un double risque : si l'on n'en fait pas assez cela implique un risque sanitaire donc un risque pénal ; si l'on en fait trop cela porte atteinte à la vie privée et au commerce mais cela est rarement pénal. Il s'agit d'un sujet sensible où les risques de contentieux vont augmenter ; ce risque au niveau français est sensible et très sensible au niveau européen. L'avis du géologue sera déterminant, il est responsable de la prestation même si l'ignorance peut être non fautive, donc il a tendance à proposer des DUP larges et laisser à l'administration la responsabilité de la réduire.

³³ Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques qui remplace le Conseil Départemental d'Hygiène.

³⁴ Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

³⁵ Plan local d'urbanisme.

Un premier bilan et des pistes pour l'avenir

Anne Pillebout et Charles Saout (DGS). Selon bilan national, mis à jour au 4/7/2006, sur 33.270 captages d'eau souterraine, 48,2 % auraient une DUP et sur 1.442 captages d'eau de surface, 27,4% auraient une DUP. L'action prioritaire n°10 du PNSE prévoit : de protéger 80 % des captages d'eau potable des pollutions ponctuelles et diffuses en 2008 et la totalité en 2010, de diminuer par deux d'ici 2008 le nombre d'habitants desservis par une eau non conforme aux valeurs limite de l'eau et d'obtenir des délibérations des collectivités avant fin 2006. Dans la majorité des PRSE³⁶ cette action est retenue comme prioritaire. Les DDASS sont compétentes pour apprécier les risques sanitaires de captage jusqu'au robinet du consommateur.

La loi de santé publique présente des apports sous 4 angles : la simplification technique de la procédure (prise en compte de la vulnérabilité - périmètre rapproché non obligatoire si protection naturelle efficace), la simplification administrative (l'inscription aux hypothèques n'est plus obligatoire³⁷, la facilité de préemption offerte aux collectivités, la DUP possible pour des captages privés (si distributions « publique »).

On peut noter que les captages sont inégalement répartis : de 8 à 1200 par département, ces disparités sont liées à la diversité topographique et hydrogéologique. 60% des ouvrages, de petites tailles, alimentent des UDI³⁸ de moins de 500 habitants.

Dans les action en cours, figurent le projet de réalisation d'un référentiel en matière d'instauration des périmètres protégés destiné aux hydrogéologues agréés³⁹ et un site internet « eau potable » comme outil de gestion pour les acteurs.

En conclusion, il y a une progression dans la mise en œuvre des périmètres protégés, mais un changement de dynamique est à opérer ainsi que l'élaboration d'outils pour permettre ce changement (guide, document type, etc.).

Pour **Jean Carré** (professeur à l'école nationale de santé publique), les origines des retards sont dus encore à un déficit d'organisation dans les départements (mode de saisine inadapté, absence de dossier d'étude, mauvaise coordination) mais surtout, les périmètres définis sont inadaptés (trop vastes, les prescriptions trop nombreuses, trop détaillées et la rédaction de l'arrêtés est rendue difficile). Il faut affecter aux périmètres des objectifs clairs. Les périmètres visent à protéger les captages et non la ressource. Leur extension doit être limitée au secteur de la nappe ou de cours d'eau proche du captage rendu sensible par le prélèvement. Les périmètres sont définis au regard des risques de pollutions ponctuelles et accidentelles. Les objectifs de protection doivent être arrêtés dès le début de la démarche. L'instauration des périmètres protégés est ramenée à l'élaboration d'un dossier technique, il s'agit de faire une opération à caractère foncier. Ils doivent être limités aux secteurs strictement nécessaires à l'efficacité de la protection. En eau superficielle et en karst les mesures de sécurisation (interconnexion, stockage...) doivent s'accompagner d'une réduction de périmètres « terrain ».

En conclusion, il faut simplifier les périmètres et les prescriptions ainsi qu'améliorer la qualité des études préalables en substituant par exemple une étude de risques à l'étude agronomique.

Gabriel Riou (Agence de l'eau Loire Atlantique) présente les actions des Agences de l'eau et explique le plan d'action mise en œuvre dans le département de Maine et Loire. Il développe ses conclusions en cinq points. Le partenariat est essentiel ; il doit favoriser la levée de blocage que porte en elle chaque procédure. L'approche globale renforce la légitimité des périmètres protégés et valorise leurs objectifs ; elle fournit une vision globale aux maîtres d'ouvrage favorisant la planification des actions, elle évalue les dangers avant de définir un risque. La place des périmètres protégés par rapport à la protection de la ressource doit être clairement identifiée. Enfin la projection dans l'après

³⁶ Plan Régional santé-environnement.

³⁷ Décret du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique.

³⁸ Unité de distribution.

³⁹ Convention ENSP-DGS 2006) : rôle de l'hydrogéologue agréé dans la procédure, objectifs des périmètres et prescriptions (facilité la procédure).

DUP est essentielle. Les périmètres protégés sont porteurs de démarches modernes de maîtrise préventive des dangers et d'analyse des risques.

Pour **Jean Duchemin** (Agence de l'eau Seine Normandie), le rôle des agences est à plusieurs échelles. Au niveau du bassin avec la définition des masses d'eau souterraines (DCE⁴⁰) et des zones protégées⁴¹, au niveau du département où les partenaires sont les conseils généraux, DIREN, DDASS/DRASS, DDAF pour réaliser les atlas hydrologiques, la désignation des ressources stratégiques et les captages prioritaires, le plan départemental d'alimentation en eau. Il y a aussi l'identification des BAC⁴² prioritaires, avec pour objectif de stopper la dégradation de l'eau des captages atteints par les pollutions diffuses, voire récupérer cette qualité quand les normes sont dépassées. Les critères communs sont d'appartenir au registre des zones protégées (>10m³/j ou 50 habitants), avec une DUP existante ou engagée. Des critères sont à adapter selon les spécificités locales : qualité de l'eau et évolution (nitrates, pesticides), réactivité de la nappe, caractère stratégique (population alimentée, productivité, pas d'alternative possible, mobilisation des acteurs locaux...). La liste est soumise aux commissions géographiques puis annexée au 9^{ième} programme et révisée tous les ans.

Le rôle des Agences se situe à trois niveaux : bassin, département et collectivités gestionnaires (PPRDE⁴³). Avec ces dernières, il se décline notamment sous 4 axes : la connaissance des captages (description-coupe), la connaissance zone d'appel (BAC) et hydrogéologique, l'étude environnement/pressions/vulnérabilité modélisation, les aides s'il y a des engagements pour la protection contre les pollutions accidentelles rapides (PPR) ou retardées (PPE/BAC) et les pollutions diffuses (BAC).

Dans les orientations majeures du 9^{ième} programme figure : cibler des territoires prioritaires par des actions visant la maîtrise de l'usage du sol, complémentaires à celles prévues par la réglementation, des projets finalisés, quantifiables, avec objectifs de résultat.

En complément, sur la totalité du territoire Seine Normandie, seront soutenues des actions de communication, information/formation des acteurs de l'économie agricoles et des mesures réglementaires de la protection de la ressource en eau, intégrant les servitudes imposées par les DUP mais aussi des actions visant les acteurs non agricoles tels que les collectivités et les gestionnaires d'infrastructures concernant les pesticides.

Les acquisitions foncières sont facilitées par la loi santé ; en effet, les collectivités peuvent instaurer un droit de préemption dans les PPR⁴⁴. Sur les parcelles acquises, elles peuvent inscrire des modes d'utilisation des sols respectueux de la qualité de l'eau lors de l'instauration ou du renouvellement des baux ruraux (disposition reprises par la loi d'orientation agricole). Ces acquisitions peuvent se faire en partenariat avec les organismes fonciers dont les SAFER. Des conditions peuvent être mises en place sur l'utilisation des parcelles acquises (excluant l'agriculture conventionnelle) et leur gestion (conventions de gestion, baux ruraux).

Sont cités quelques postes de modifications pérennes de l'occupation des sols : le boisement avec mode d'exploitation compatible avec la production d'eau potable, la conversion à des systèmes d'exploitation respectueux de la ressource en eau, l'enherbement avec mode d'exploitation compatible avec la production d'eau potable, la lutte alternative contre les parasites et conduite les itinéraires culturels alternatifs, l'aménagements de l'espace agricole visant la protection de la ressource en eau –haies,

⁴⁰ Directive Cadre sur l'Eau.

⁴¹ Typologie/empilement de nappe (mille feuille), étanchéité-connexion entre aquifères, Approche simplifiée vulnérabilité/ pressions anthropiques (épaisseur zone non saturées, IDPR (indice de développement et de persistance des réseaux = indice d'infiltration), le déficit hydrique - les zones de pression (urbanisation, pesticides...), les zones de récupération (forêt...).

⁴² Bassin d'alimentation du captage.

⁴³ Personne publique ou privée responsable de la distribution.

⁴⁴ Périmètre de protection rapprochée.

talus..., la couverture hivernale des sols et assistance technique à maîtrise de la fertilisation, la lutte contre la pollution par les pesticides d'origine agricole.

Un ensemble de conditions globales est présenté : la mise en place d'un programme d'actions hiérarchisée pour une maîtrise globale et coordonnée de l'occupation des sols, l'accompagnement d'une action par un programme d'évaluation, les opérations isolées et non contractualisées ne pourront être soutenues, la nécessité de cahiers des charges par types d'action et des financements conformes aux règles de l'encadrement européen.

Les SAGE sont des outils majeurs (durabilité dans le temps et opposable aux tiers), les périmètres de protection éloignés pourrait y être inscrits en parc naturel d'eau (concept qui existe déjà à l'étranger). A noter un problème émergent dont on parle peu les algues bleues.

Claire Grisez (direction de l'eau au MEDD) présente un nouveau dispositif pour gérer les pollutions diffuses. Il s'agit d'un enjeu sanitaire et environnemental essentiel ; en effet, en terme de nitrates, la moitié du territoire national est en zones vulnérables et des pesticides sont présents dans 96% des cours d'eau et dans 61 % des eaux souterraines. En 2004, 6.7 % de la population, en France, a été alimenté par une eau du robinet au moins 1 fois non conforme vis à vis des pesticides. Actuellement la lutte contre les pollutions diffuses agricoles repose sur un dispositif réglementaire imposant des pratiques agricoles, des mesures contractuelles agri-environnementales (MAE) ou des actions volontaires, alors que les périmètres de protection des captages sont peu adaptés pour les gérer, il y a donc nécessité d'un outil complémentaire. Les principes d'un nouveau dispositif réglementaire sont le financement d'actions préventives plutôt que curatives et un dispositif complémentaire aux périmètres de protection des captages, sur la base du volontariat ou réglementaire, à l'initiative des collectivités locales avec définition d'un secteur plus large, l'aire d'alimentation du captage.

L'appel à projet national⁴⁵ a été lancé en 2005 et démarre en 2006 avec une trentaine de sites répartis sur le territoire couvrant 3 enjeux environnementaux (l'eau potable pour 13 sites, l'érosion pour 8 sites, les zones humides pour 9 sites). Les critères des choix des sites ont été un enjeu environnemental fort identifié, une dynamique et une volonté des acteurs locaux⁴⁶, des diagnostics existants (cause de la pollution et solutions à préconiser).

Les conditions de la réussite sont un diagnostic solide, une animation dynamique (binôme technicien et responsable), un suivi et une évolution (des objectifs chiffrés et des indicateurs de suivi), des financements de l'Agence de l'eau conformes aux règles européennes d'aides publiques et un appui méthodologique national par le CORPEN⁴⁷.

Une présentation d'un projet national de mise en ligne des résultats de qualité des eaux et des périmètres de protection des captages a été effectuée. Il est conçu par des Services déconcentrés avec l'appui du ministère de la santé ; la présentation concernait précisément les quatre départements Poitou Charentes : Charente, Charente maritime, Deux Sèvres et Vienne.

Pour **M. Flajolet** (député, rapporteur de la loi sur l'eau) la difficulté c'est de faire comprendre qu'il s'agit d'un problème de santé publique, car on est à un carrefour d'intérêts particuliers face l'intérêt général.

J'ai noté d'autres points intéressants. Actuellement il est épandu 12kg/ha de plus de nitrate qu'il y a 20 ans. On assiste à une prolifération de forages agricoles. Il y a risque de mélanger les nappes avec un forage mal fait. Les prises de secours devront à terme être protégées. Dans la notion d'utilité publique il y a une évaluation économique qu'il ne faut pas oublier. Certains expriment la crainte que la loi en projet soit moins

⁴⁵ Une expérimentation pour tester ce nouveau dispositif.

⁴⁶ Le maître d'ouvrage gérant la ressource, les agriculteurs concernés.

⁴⁷ Comité d'Orientation pour des Pratiques agricoles respectueuses de l'Environnement.

contraignante que la loi sur l'eau de 92. Des problèmes de plantes envahissantes se posent dans des captages. Tout captage effectué sur terrain militaire doit avoir une DUP.

Il est évident qu'il a encore pas mal de questions en suspens tels les objectifs des périmètres protection ; à entendre les intervenants, la position ne semble pas encore tranchée et on y voit des aspects bien différents et qui ne sont pas du même domaine juridique. La responsabilisation des hydrogéologues a beaucoup interpellé leurs représentants dans la salle. J'ai le sentiment que les périmètres de protection de captage ne sont là que pour protéger les points de captage et donc la ressource de pollutions accidentelles et en aucun pas des pollutions diffuses, les plus insidieuses. De toute évidence leur efficacité ne suffit pas à préserver la qualité de l'eau, alors qu'il faudrait tendre vers le moins de traitement possible avant d'arriver au robinet.

Pour en savoir plus !

Nous avons récupéré un certain nombre de diaporamas présentés lors de ce colloque ; si vous souhaitez les recevoir, demandez la référence A 404 à jose.cambou@fne.asso.fr (en précisant si vous êtes équipé d'ADSL ou non compte tenu des poids des divers fichiers).

Les documents élaborés et diffusés récemment par le ministère chargé de la santé sont les suivants :

- S'agissant des pesticides et de la qualité des eaux de consommation,
 - Rapport "Les pesticides dans l'eau potable 2001-2003"
 - Rapport "L'eau potable en France 2002-2004"
 - Bilan de la qualité de l'eau au robinet du consommateur vis-à-vis des pesticides en 2004

Ces 3 documents peuvent être consultés à l'adresse suivante : www.sante.gouv.fr (cf. thème eau / dossier thématique eau du robinet)

- S'agissant de la qualité de l'eau (au sens large) :
 - Rapport de synthèse 1996-1997-1998 : ressources en eau / Distribution de l'eau d'alimentation / Qualité des eaux distribuées dans les unités de distribution de plus de 5 000 habitants
 - Rapport "L'eau potable en France 2002-2004"

Ces documents peuvent être consultés à l'adresse suivante : www.sante.gouv.fr (cf. thème eau / dossier thématique eau du robinet)

- S'agissant des indicateurs de la loi de santé publique n°22 et du PNSE :
 - Rapport "L'état de santé de la population en France en 2006". Y figurent les indicateurs relatifs à la microbiologie et aux pesticides. Ce document peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.sante.gouv.fr/drees/santepop2006/08santeenviron.pdf> .
 - Dans un communiqué du 25/10/2006, la DGS dresse un bilan du colloque du 18/10/2006 au sujet de la protection des captages d'eau et note qu'il a conclu à la nécessité d'un renforcement de la mobilisation multipartenariale dans ce domaine. http://www.sante.gouv.fr/htm/actu/31_061026.htm

Lettre du Réseau Santé-environnement – N°38 – novembre - décembre 2006 - Lettre externe du Réseau Santé-environnement de France Nature Environnement – Fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement fondée en 1968 et reconnue d'utilité publique en 1976.

Site web : www.fne.asso.fr – siège social : 57, rue Cuvier 75231 Paris cedex 05 – Réseau Santé-environnement : 14 rue de Tivoli 31068 Toulouse cedex – Tél/Fax : 05 61 53 13 88 – mail : sante-env@fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest – **Rédacteur en chef** : José Cambou

Maquette : Grégory Lalloué.